



HAL
open science

Espace rural, espace urbain ? Facteurs et processus d'intégration spatiale dans l'Etat du Kérala (Inde)

Sylvie Guillerme

► **To cite this version:**

Sylvie Guillerme. Espace rural, espace urbain ? Facteurs et processus d'intégration spatiale dans l'Etat du Kérala (Inde). Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations, Karthala, pp.187-205, 1999. halshs-01057101

HAL Id: halshs-01057101

<https://shs.hal.science/halshs-01057101>

Submitted on 21 Aug 2014

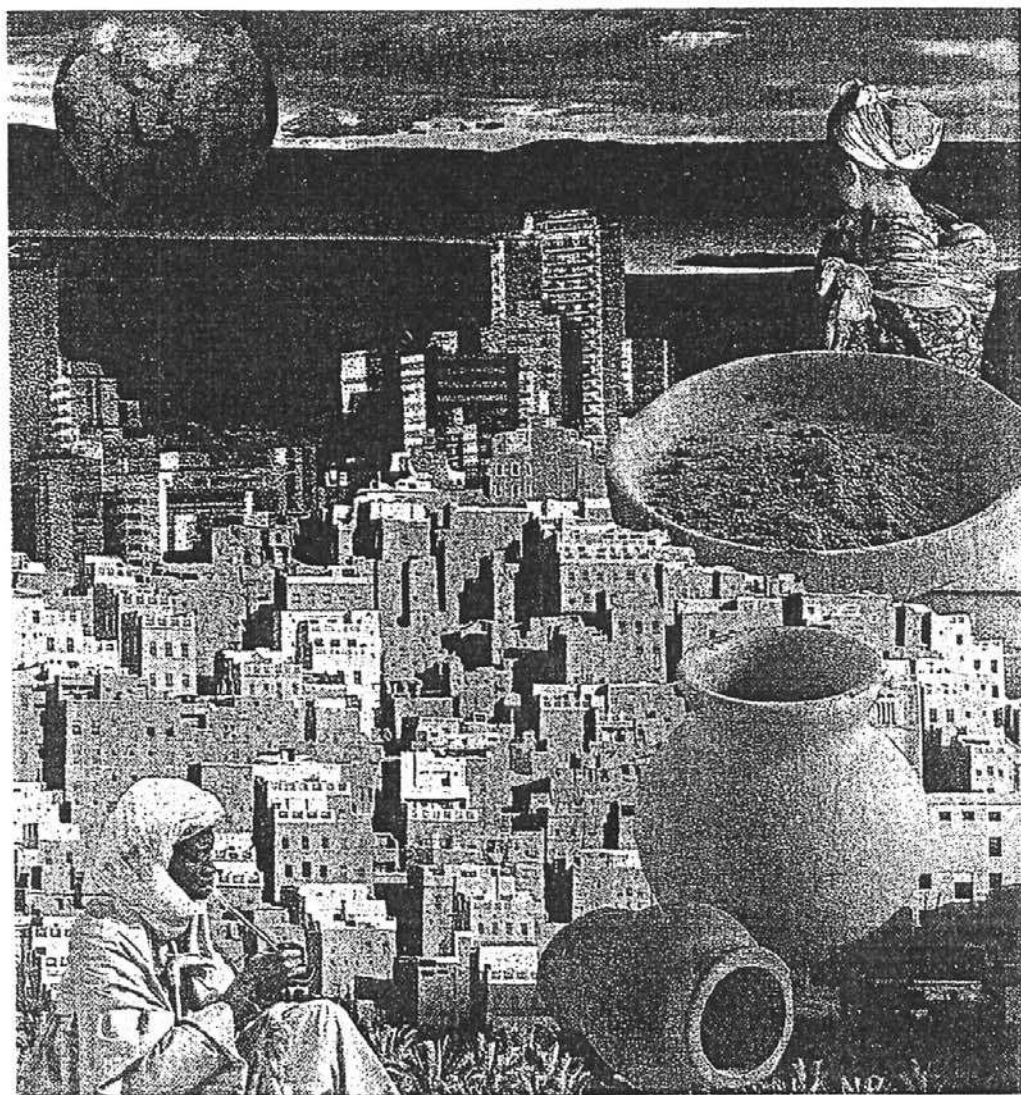
HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean-Louis Chaléard, Alain Dubresson (éds)

Villes et campagnes dans les pays du Sud

Géographie des relations



KARTHALA

Espace rural, espace urbain ?

Facteurs et processus d'intégration spatiale dans l'État du Kérala (Inde)

Sylvie GUILLERME

Situé à l'extrême sud-ouest de l'Inde, le Kérala ne représente que 1,2 % de la superficie du pays pour 3,4 % de sa population. La densité de population, qui est de 257 habitants/km² en Inde, s'élève ici à 749 habitants/km², ce qui en fait, après le Bengale Occidental qui compte 767 habitants/km², l'État le plus densément peuplé de l'Union Indienne en 1991. Cependant, la division schématique de son territoire en trois unités géophysiques¹ parallèles (figure 1) met en évidence des disparités régionales importantes nuanciant cette forte densité d'ensemble. Ainsi dans la moitié est de l'État (48 %), région montagneuse de plantations et de forêts dont l'altitude culmine à 2695 m au Mont Anai Mudi, la densité de population est de 170 habitants/km². Au centre, une région de collines, intermédiaire, qui représente 42 % de la superficie et dont les altitudes varient de 8 à 75m, porte environ 780 habitants/km². Enfin, à l'extrême ouest, bordée par la mer d'Oman, l'étroite région littorale à la topographie ondulée dont l'altitude moyenne ne dépasse pas 8 m et qui ne couvre que 10 % de la superficie de l'État, supporte près de 1 400 habitants/km². Lorsque l'on parcourt le Kérala du sud au nord dans cette région littorale très densément peuplée, depuis Thiruvananthapuram (Trivandrum), la capitale administrative, en empruntant la route nationale, on ne voit qu'un continuum d'habitations, et il semble que l'on

1. Découpage habituel, employé par toute les autorités administratives ou scientifiques.

ne sort jamais tout à fait des faubourgs de la ville (ou d'une ville...) dans cette région. Où finit la « ville », où commence la « campagne » ?

La difficulté pour circonscrire espace rural et espace urbain au Kérala (particulièrement dans la région littorale) est notamment à mettre en relation avec la définition du fait urbain donnée par le gouvernement indien à l'échelle nationale ; elle est également liée au mode dispersé de l'implantation humaine, ainsi qu'à l'environnement socioculturel du Kérala et à différents facteurs d'intégration rural / urbain dans cet État.

Espace rural / espace urbain ? Des faits, des chiffres ... et des problèmes de délimitation

Si le Kérala est un État beaucoup plus densément peuplé que la moyenne indienne, il apparaît en revanche modestement urbanisé : 26,4 % de la population est urbaine en 1991 (26,1 % pour l'Inde)². Jusqu'en 1961, les définitions du fait urbain différaient d'un lieu à un autre en Inde, rendant les comparaisons difficiles. Dans le recensement de 1961, est proposée une définition uniforme pour le pays, qui sert encore de référence actuellement. En dehors des localités administrativement définies comme « villes » par l'État (municipalités, cantonnements, cités industrielles planifiées), toute localité, pour être considérée comme une « ville », doit répondre à trois critères qui sont un minimum de 5 000 habitants, une densité de population d'au moins 400 habitants/km², et au moins 75 % de la population active masculine engagée dans des activités non agricoles.

Au recensement de 1991, on dénombre au Kérala 109 agglomérations urbaines³ (regroupant un total de 197 villes, définies selon ces critères), parmi lesquelles peu de grandes agglomérations à l'échelle du pays : sur les 54 agglomérations urbaines indiennes de plus de 500 000 habitants, seulement 3 sont kéralaises⁴, toutes localisées dans la région

2. Notons cependant que le Kérala connaît un processus d'urbanisation beaucoup plus rapide que la moyenne indienne, avec un taux de croissance urbaine de 61 % contre seulement 36,5 % pour l'Inde pour la décennie 1981-91, alors que l'on observait une situation inverse dans la décennie précédente : 38 % au Kérala, contre 46 % pour l'Inde (Government of India : Census 1991).

3. Selon le recensement, une agglomération urbaine en Inde correspond à une ou plusieurs villes contiguës et leurs banlieues.

4. Il s'agit de Kochi (Cochin-Ernakulam), avec une agglomération urbaine de 1 140 605 habitants, et qui occupe le 14^e rang ; Thiruvananthapuram (Trivandrum), 826 225

littorale (figure 1)⁵. Cette région regroupe donc non seulement la majeure partie des villes, mais aussi les plus grandes.

Le mode d'urbanisation est linéaire le long du littoral. Les fleuves perpendiculaires à la côte ainsi que les lagunes littorales (*backwaters*) parallèles à celle-ci forment un réseau étendu de voies navigables, associé aux voies de communication (toutes les villes littorales étant également reliées entre elles par route ou chemin de fer, voire les deux) (figure 1). La structure urbaine dans cette région apparaît bien hiérarchisée : J.H. Ansari (1970) montre par exemple l'étroite relation qui existe entre la hiérarchie du réseau des voies de communication et la hiérarchie urbaine, allant des habitations dispersées aux centres urbains majeurs, en passant par des marchés locaux et de petits centres urbains. Au Kérala, cette hiérarchie urbaine s'inscrit dans le cadre d'un habitat dispersé : les habitations sont localisées sur les terres exondées (versants et sommets des interfluves et collines), ainsi que diverses plantations (cocotiers principalement, hévéas plus à l'intérieur des terres, ...). Situées au centre de la parcelle, les maisons sont camouflées par une végétation multistratifiée dense et diversifiée constituée d'arbres, de buissons et de plantes herbacées. Les zones inondables sont quant à elles occupées par les rizières ou cultivées en manioc, bananiers et diverses autres plantes. En général, on ne trouve pas de noyau villageois très marqué qui polarise l'activité ou la vie sociale par exemple, si ce n'est aux carrefours routiers où l'animation est plus intense. Et si l'on trouve préférentiellement divers services administratifs ou publics le long des voies de communication principales, ceci n'est pas une règle absolue : de nombreuses écoles, bureaux, dispensaires, lieux de culte, etc., sont également disséminés sur tout le territoire (figure 2).

Mais les chiffres ne doivent pas faire oublier un fait essentiel : le Kérala reste encore majoritairement un État rural (avec 73,61 % de population rurale en 1991). Cependant, si le recensement donne des

habitants, 30^e rang, est la capitale administrative du Kérala, mais n'est donc pas l'agglomération urbaine la plus importante de l'État ; Kozhikode (Calicut), avec 801 190 habitants, occupe le 32^e rang (Government of India : Census 1991).

5. L'agglomération de Thiruvananthapuram s'étend en fait en partie dans la région littorale et en partie dans la région des collines. Les villes sont encore assez nombreuses dans la région des collines, mais de plus petite taille. Par contre aucune ville majeure n'apparaît dans les hautes terres, en dehors de Pallakad, dont la situation est très particulière, au coeur de la principale voie de passage à travers la chaîne des Ghats vers l'État voisin du Tamil Nadu.

critères précis pour définir une ville, l'espace rural est « défini » quant à lui comme « tout ce qui n'est pas urbain ». Il est vrai que la ruralité en Inde (de même que le fait citadin) revêt des formes bien différentes selon les régions, et que donner une définition pertinente quel que soit le lieu est une entreprise délicate. La classification des *Revenue villages*⁶ en plusieurs catégories de taille de population⁷ est un exemple qui met en lumière la diversité importante à l'échelle indienne. En 1991, la catégorie des plus gros *Revenue villages* (10 000 habitants ou plus) représente en Inde seulement 0,5 % du nombre total des communes alors qu'au Kérala cette catégorie en regroupe 72,8 %⁸. À l'opposé, la catégorie des plus petits *Revenue villages* (moins de 1000 habitants), qui représente 67,2 % du nombre total en Inde, ne représente que 0,5 % du nombre des communes au Kérala⁹.

Si l'on s'en tient à ces chiffres, les *Revenue villages* kéralais, dans leur majorité, répondent au premier critère de définition d'une ville donné par le recensement (plus de 5 000 habitants). Ils répondraient aussi au second critère (au moins 400 habitants/km²), la densité rurale étant de 603 habitants/km². Mais ce chiffre n'est qu'une moyenne étatique et s'entend toutes régions confondues ; or, on a vu que la région littorale était de très loin la plus peuplée. Ainsi dans le district de Thiruvananthapuram, la densité de population rurale¹⁰ dans la région littorale s'élève en fait à près de 2 400 personnes/km²!

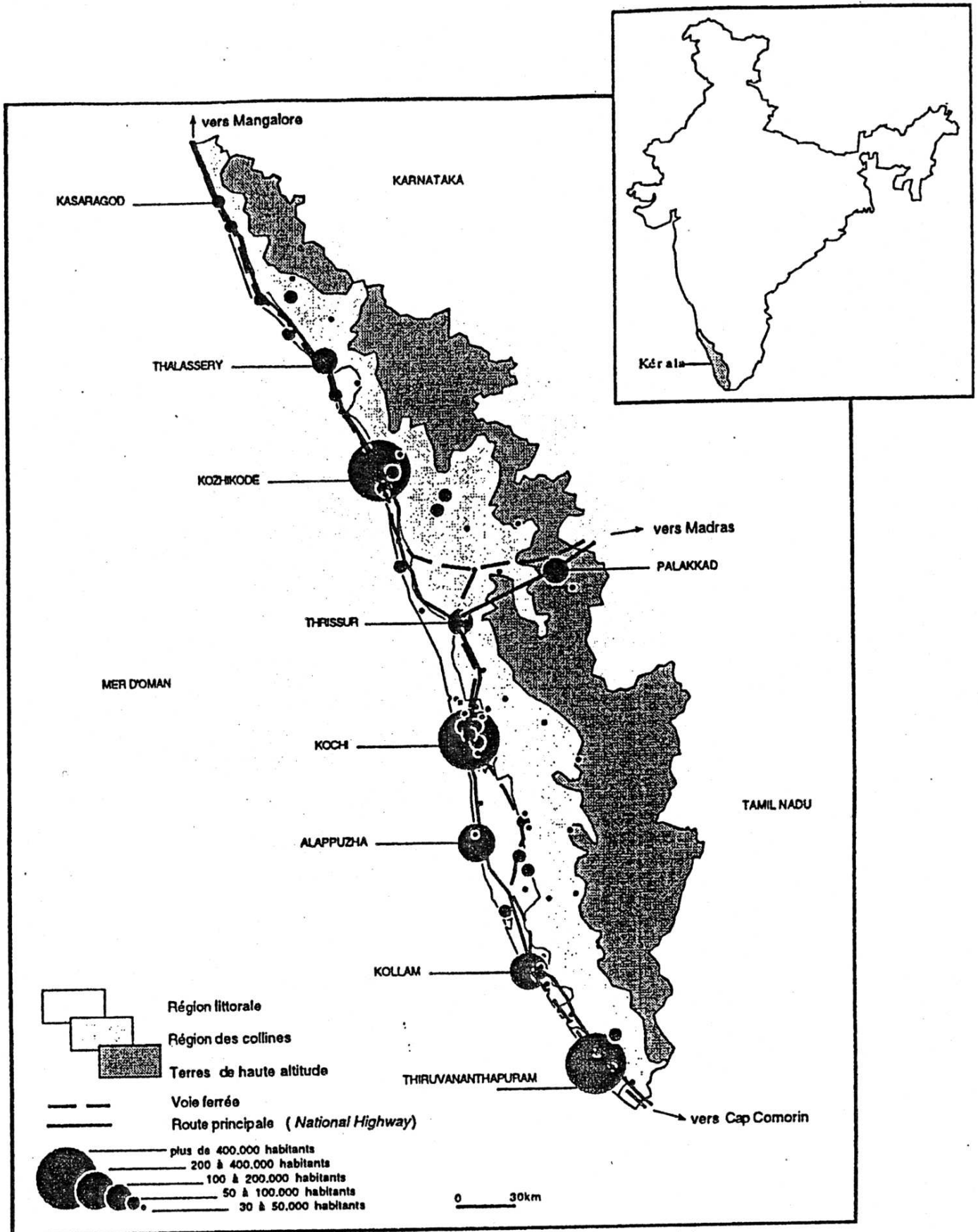
6. Le terme de *Revenue village* est généralement traduit par « village », ou encore par l'expression « village fiscal » car c'est à ce niveau que l'on collecte les taxes. Ici, nous le traduirons par le terme de « commune ».

7. D'après les données du recensement de 1991 (Ministry of Information and Broadcasting, 1998).

8. Vient ensuite, très loin derrière le Kérala, le Tamil Nadu, avec seulement 1,7 % du total.

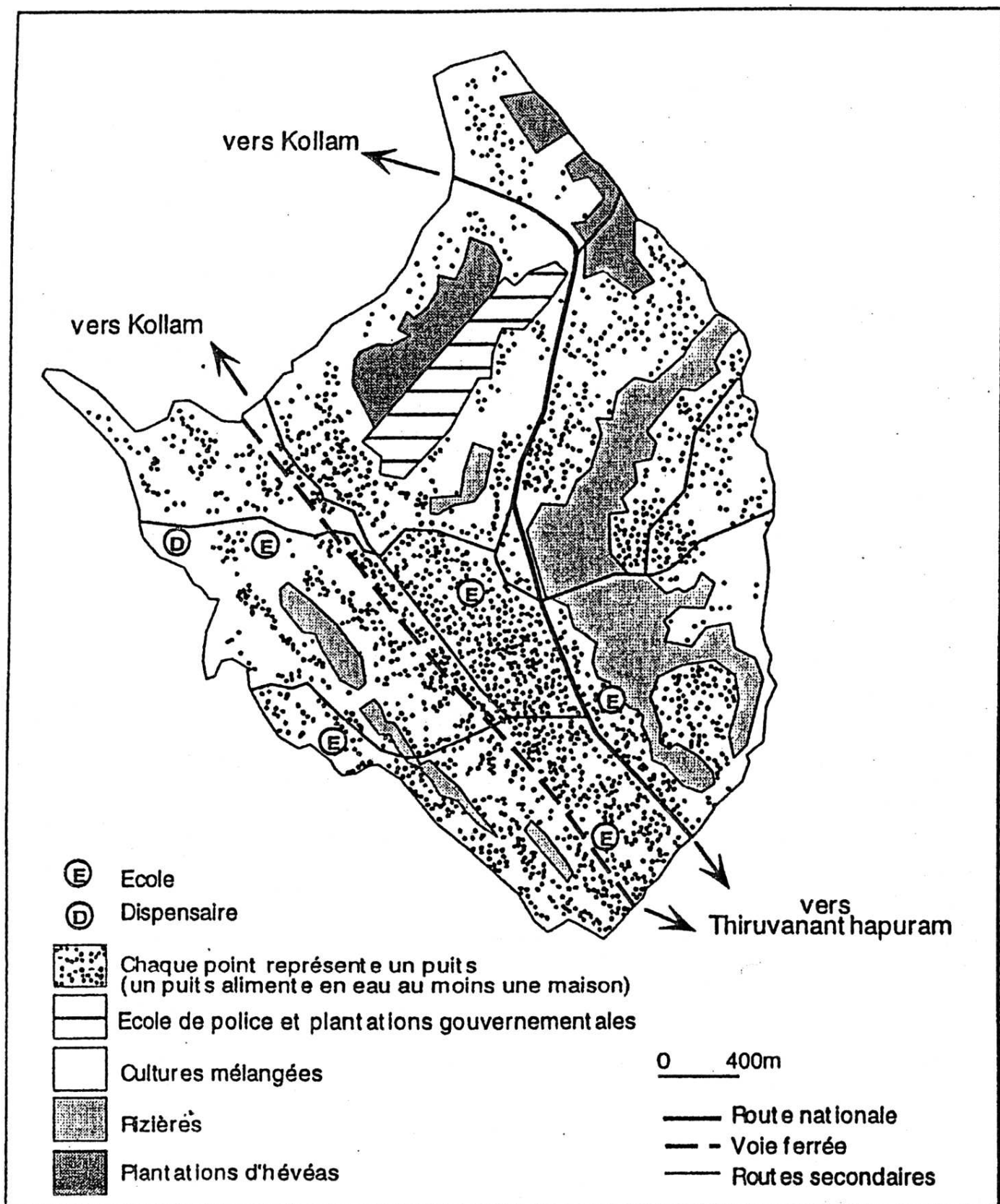
9. Et 31,1 % au Tamil Nadu. Il est aussi intéressant, à titre indicatif, de citer le cas du Bengale Occidental, dont la densité de population est légèrement supérieure à celle du Kérala : ici on voit bien une structure villageoise totalement différente et plus conforme à la moyenne indienne, puisque la part respective des plus gros *Revenue villages* et des plus petits est de 0,5 % et 59,9 %. Par ailleurs, S. Chattopadhyay (1988) indique qu'en 1981, sur les 1 331 *Revenue Villages* du Kérala, 112 sont entièrement situés dans une zone urbaine, 85 sont partiellement urbanisés, et les 1 134 autres sont totalement en secteur rural : mais parmi eux, 92 seulement avaient une population inférieure à 5 000 habitants, et 12 avaient une population supérieure à 50 000 habitants.

10. On retrouve dans ce district les trois unités géophysiques, dans les mêmes proportions que pour le Kérala dans son ensemble. Ce calcul de densité rurale est établi sur la base du recensement (Census 1991), et d'après la répartition des *Revenue Villages* entre région littorale, région intermédiaire des collines et terres de haute altitude, fournie par le Land Use Board (1995).



Sources : d'après les données du Censur 1991 (Gouvernement of Kerala) et du Kerala Land Use Board (1995)

Figure 1. Kérala, villes de plus de 30 000 habitants (1991)



Sources : d'après le cadastre et les cartes du Centre for Earth Science Studies, Trivandrum

Figure 2. Dispersion de l'habitat dans le *Revenue Village* de Pallipuram (District de Thiruvananthapuram)

Sur la base de la définition du recensement, c'est donc le troisième critère (au moins 75 % de population active masculine ayant un emploi dans des activités non agricoles) qui permet de différencier rural et urbain¹¹.

À l'échelle de l'État, les actifs masculins ayant un emploi représentent près de 45 % de la population masculine totale (urbaine ou rurale). Parmi ces actifs, 83,4 % sont engagés dans des activités non agricoles en milieu urbain et 57,2 % en milieu rural. L'agriculture est donc loin d'être la source de revenus de la majorité de la population rurale. Par ailleurs, ces chiffres masquent une réalité kéralaise importante : beaucoup de gens sont pluri-actifs.

Du fait de la pression sur le sol, la taille moyenne des exploitations est très petite : 0,33 ha au Kérala en général, 1,57 ha en Inde, en 1990-91 (et plus encore dans la région littorale : 0,11 ha dans le *Revenue village* de Pallipuram pris comme exemple dans la figure 2). Mais surtout, du fait de l'habitat dispersé, toute maison est entourée d'une pièce de terre complantée de cocotiers, d'aréquieres, d'arbres fruitiers en tous genres, de poivriers et d'autres cultures, en fonction notamment de la superficie disponible (mais ce n'est pas le seul critère). Pour beaucoup, cette parcelle arborée n'est que le seul élément de « l'exploitation agricole » de la famille. Avec d'aussi petites exploitations, ne vivre « que » de l'agriculture n'est possible que pour les quelques « gros » propriétaires (possédant au minimum un demi hectare pour une famille de cinq personnes¹²). Parmi les autres, certains vendent leur force de travail comme ouvrier agricole, d'autres trouvent un emploi extra agricole, les derniers n'ayant aucun travail. Tous cependant vont tirer profit de leur parcelle arborée : tout ce qui y est récolté étant soit autoconsommé (noix de coco, bananes, ...), soit commercialisé (poivre, autres épices, bois, ...).

Ce caractère « agricole » n'est pas l'exclusivité du monde « rural », dans le sens où même les maisons citadines (et tout particulièrement dans les faubourgs) sont elles-mêmes entourées d'un tel « jardin » arboré, dont la production est de la même façon

11. Précisons cependant que la population active masculine ayant un emploi se limite aux personnes qui, de fait, ont un travail, que celui-ci les occupe tout ou partie de l'année (*main workers, marginal workers*). Ne sont donc pas pris en compte les chômeurs, les étudiants ni les retraités (Census, 1991).

12. Selon l'estimation des agriculteurs eux-mêmes, et à condition que la moitié soit plantée en hévéas.

autoconsommée et/ou commercialisée. C'est ainsi que certains traits « urbains » (densité de population et du tissu bâti, présence de services et équipements variés, ...) existent dans toutes les campagnes kéralaises, mais inversement que le tissu urbain conserve un certain aspect « rural » et agricole, commun entre autre à toute la région littorale, à l'origine de ce paysage particulier de « ville à la campagne » ou de « campagne à la ville ».

J.-L. Racine (1981) met déjà en évidence le « schématisme trompeur » du recensement en matière de classification et, prenant exemple dans l'État du Tamil Nadu, montre que la distinction entre espace rural et espace urbain sur la simple base de critères quantitatifs ne suffit pas¹³. Il insiste sur le fait qu'« un nécessaire esprit critique doit présider à l'usage des données des recensements », mise en garde également pertinente à propos de la distinction rural-urbain au Kérala. Si l'on ne peut sous-estimer l'importance des facteurs démographiques ou même topographiques, l'influence des relations commerciales précoces avec l'étranger sur le mode d'urbanisation du Kérala, et celle surtout de l'environnement socioculturel sur l'implantation humaine en milieu rural, sont prépondérantes.

L'héritage d'une orientation commerciale précoce et de l'environnement socioculturel

Les premiers centres urbains au Kérala se sont développés en tant que centres administratifs, commerciaux ou religieux (Chattopadhyay, 1988 ; Sreekumar, 1993). Cependant ces auteurs mettent en évidence que si le commerce avec l'étranger a été l'une des principales activités des cités, les lieux ayant des facilités portuaires sont plus facilement devenus des villes.

Les relations commerciales avec l'étranger, essentiellement basées sur le commerce du poivre et des épices, ont été précoces : avec les Phéniciens (dès l'an 1000 av. J. C.), puis avec les Arabes, les Chinois et

13. En opposant sommairement ville à village, le recensement ne prend notamment pas en compte la notion géographique de bourg, réalité difficilement définissable, qui pourtant (avec les villes et les villages) permet aussi de définir les points forts d'un réseau semi-urbain et urbain qui structure l'espace rural. Il propose par exemple la prise en compte de la nature et du nombre des équipements et services permanents, ainsi que de la population active employée dans le secteur tertiaire.

les Européens. C'est par exemple sous l'influence des Portugais (à partir du début du XVI^e siècle), des Hollandais, puis des Britanniques, que Kochi s'est développé et affirmé comme le plus important centre urbain du Kérala. Thiruvananthapuram, en revanche, qui fut d'abord un centre religieux, fait un peu figure d'exception. Capitale des princes du Travancore (après l'unification de différents petits royaumes), cette ville s'est ensuite développée en tant que centre administratif. Selon S. Chattopadhyay (1988), sa croissance serait d'ailleurs liée au déclin de Kollam.

Les villes du Kérala actuellement les plus importantes sont donc des centres urbains très anciens, dont la prééminence dépendait non seulement du développement des pouvoirs politiques, mais aussi des liens commerciaux maintenus avec d'autres pays (Chattopadhyay, 1988). Le vaste réseau intérieur de voies navigables permettait le déplacement des biens et des personnes et facilitait les relations avec l'arrière-pays. Les épices et autres denrées qui y étaient produites pouvaient facilement être acheminées dans ces villes, puis exportées vers d'autres pays. En relation avec une demande en constante augmentation et la croissance de la population, les lieux de production se sont peu à peu étendus vers l'ouest en direction des Ghats. Malgré la pression démographique de plus en plus forte, l'extension de l'habitat est restée sous l'étroite dépendance des pratiques sociales et religieuses qui sont à l'origine de l'organisation spatiale actuelle. Le caractère dispersé de l'habitat, qui contribue à donner au Kérala l'aspect d'une ville à la campagne (et vice versa), n'est en effet pas une situation nouvelle puisqu'elle est déjà mentionnée par exemple au XIV^e siècle par Ibn Batuta.

J. Assayag (1983) ne manque pas de rappeler que dans les communautés rurales indiennes, la distribution des territoires entre groupes sociaux s'organise toujours de manière différenciée et hiérarchique. Le système des castes équivaut ainsi indissociablement à une répartition inégale des territoires sociaux et de nombreuses études ont mis en évidence à quel point le statut religieux, le pouvoir politique, la puissance économique des castes installées au centre du village différaient de celles renvoyées à la périphérie et les excluaient.

Dans l'espace qui allait en 1956 devenir le Kérala, la structure villageoise variait selon les régions en fonction de la composition

religieuse de la population ou des conditions économiques¹⁴. Ici, la différenciation des espaces (qui ne s'exprime pas par une nette opposition « centre » villageois / « périphérie » du fait de l'habitat dispersé) est le reflet de l'organisation territoriale qui prévalait au Kérala, au moins jusqu'au XVIII^e siècle. Celle-ci était basée sur une hiérarchie de pouvoirs qui s'exprimait à différentes échelles spatiales : nombreux petits royaumes sous l'autorité desquels sont placés des *nad*, *desam* et *kara* (unités plus « politiques » que territoriales organisées autour de la caste dominante et matrilineaire des *Nayar*)¹⁵.

Plusieurs familles *Nayar* forment un *kara*, unité de peuplement de base dans la société traditionnelle kéralaise. Les *tarawad*, bâtiments où réside l'ensemble des consanguins en ligne maternelle chez les *Nayar* (Tarabout, 1985), sont dispersés sur les terres exondées en bordure des rizières, implantées au cœur d'une parcelle arborée, et vivent plus ou moins en autarcie. Plusieurs *tarawad* forment un *kara*, qui correspond en fait à une « unité de voisinage » envisagée du seul point de vue *Nayar*, plus qu'à un « village ». Le *desam* correspond à une autre unité de peuplement plus vaste et peut aussi avoir le sens de « village ». C'est aussi une zone de voisinage plus ou moins étendue. Mais les rapports entre *desam* et *kara* étaient assez variables : tantôt le *desam* correspondait sensiblement au *kara*, tantôt il en englobait plusieurs, parfois au contraire le *kara* comportait plusieurs *desam* (Aiya, 1906). Le *nad*, quant à lui, peut être défini comme une « province », dont le chef était sous l'autorité du roi du pays. Mais la taille de chaque royaume était en fait déterminée non pas par l'étendue d'un territoire, mais par le nombre de *Nayar* dont chaque famille régnante avait l'allégeance¹⁶.

14. Lors de la création de l'État du Kérala en 1956, il y avait des différences notables entre les territoires qui le composaient : les États princiers de Travancore (au sud) et Cochin (au centre) étaient plus « avancés » que ne l'était le Malabar (au nord) : alors que l'on trouvait plus d'écoles, de centres de soins, d'institutions de haut niveau au Travancore, le Malabar avait conservé plus de traits précoloniaux dans les traditions et la culture (J. Mencher, 1995).

15. « *Kara* » est le terme employé au Travancore, alors que dans le sud du Malabar (vers Palakkad) on utilise celui de « *tara* ». Il existait aussi d'autres unités « politiques » propres aux autres castes (N. Aiya, 1906, détaillé dans G. Tarabout, 1985).

16. G. Tarabout (1985, p. 27) précise en outre que les frontières ne sont spécifiées que par la mention de points limites dans chacune des directions cardinales, ou par une énumération de chefferies ou de localités, et que les territoires peuvent être discontinus ; car en fait « ce qui paraît avoir été l'ambition des souverains n'est pas tant de repousser plus loin les limites de leur royaume que d'obtenir des autres princes la reconnaissance d'une relation hiérarchique ».

G. Tarabout montre qu'on ne peut résumer ces unités à un modèle pyramidal reflétant une hiérarchie de pouvoirs dans laquelle plusieurs familles *Nayar* forment un *kara*, plusieurs *kara* forment un *desam*, plusieurs *desam* forment un *nad*, plusieurs *nad* forment un royaume. En fait « la hiérarchie des pouvoirs à tous ces niveaux est avant tout une hiérarchie d'autorité sur les hommes, et la référence à un territoire limité par des frontières n'est jamais explicitée ». Ainsi, les diverses unités politiques se définissent avant tout comme des « troupes ». C'est pourquoi *nad* et *desam* n'ont pas de limites spatiales fixes et bien délimitées, ils englobent l'espace (variable) où vit telle quantité de *Nayar*. La notion de « village », déjà à cette époque, n'avait donc pas de transcription spatiale très marquée.

La complexité des relations qui unissaient entre elles les différentes castes se reflétait notamment par la variété des droits fonciers existants. Ainsi, les *Namputhiri* et les *Nayar* de section supérieure, qui occupent le haut de l'échelle sociale, étaient généralement les plus grands propriétaires terriens. Venaient ensuite les *Nayar* de plus basse section et les Chrétiens, qui étaient eux-mêmes soit propriétaires, soit tenanciers non-cultivateurs. On trouvait ensuite les *Nayar* des sections les plus basses, les *Ezhava*, Musulmans et autres Chrétiens, qui étaient des sous-tenanciers et cultivaient la terre, avec des baux permanents ou annuels. Les autres castes étaient des travailleurs agricoles qui formaient les couches les plus basses de la hiérarchie villageoise. C'est le cas notamment des *Pulaya*, travailleurs agricoles qui n'avaient aucun droit de propriété et n'étaient payés qu'en nature (Tarabout, 1985. ; Indian Council of Agricultural Research, 1961).

Toutes les habitations (des membres des castes les plus hautes comme celles des castes plus modestes) avaient la particularité d'être implantées au centre de la propriété. Par contre, les Intouchables, travailleurs agricoles, vivaient à proximité des champs sur lesquels ils travaillaient dans des huttes regroupées et éloignées des habitations des autres castes (Indian Council of Agricultural Research, op. cit.)¹⁷. Ce regroupement des gens, en fonction de leur caste et groupe religieux dans différents lieux séparés les uns des autres par des champs, se faisait en fonction du principe de « pollution » : les hautes castes s'établissaient loin des lieux

17. De tels hameaux existent aussi pour les pêcheurs, le long du littoral.

où la « pollution » des basses castes était à craindre (Ansari, 1970). Si cette crainte et la pratique de purification par l'eau à l'origine de cette distinction existent également dans le reste de l'Inde, on peut émettre l'hypothèse que l'importante disponibilité en eau souterraine au Kérala, permettant à chaque propriété d'avoir un puits (figure 2), est un des facteurs ayant favorisé la dispersion de l'habitat.

Ce type d'organisation spatiale s'est étendu à tout le Kérala et a subsisté à travers les siècles, accompagnant l'essor démographique de l'État et la très forte pression sur les terres. Pourtant si cette structure perdure, d'importants changements sont intervenus. Avec les Britanniques, de nouvelles formes d'organisation spatiale se sont développées : répondant à des besoins administratifs (cadastre, prélèvement des taxes, etc.), des *Revenue Villages* (villages fiscaux) sont délimités. Mais ceux-ci sont toujours difficiles à définir socialement et plus difficiles encore à observer (Mencher, 1995), car ce ne sont pas des entités bien définies dans le sens où elles ne correspondent pas forcément aux unités traditionnelles¹⁸.

Si traditionnellement les membres d'une même caste avaient tendance à se regrouper en unités de peuplement homogène, ceci est devenu de moins en moins apparent dans la région littorale du fait de la forte densité de population. Non seulement des maisons ont été peu à peu construites là où il y avait de la place, mais il est aussi devenu possible pour les riches appartenant à de basses castes de se faire construire une maison dans des zones traditionnellement de haut prestige. Ainsi, la valeur de la terre et la préférence pour un site dépendent désormais plus des valeurs sociales attachées aux différents lieux que de la nature même du lieu (exposition ou qualité du sol, ...).

Ces changements reflètent une dynamique qui intègre à la fois l'espace rural et urbain. Mais il ne faut pas perdre de vue, à la base, le contexte démographique dans lequel s'opèrent les changements

18. Le tissu de l'habitat étant ininterrompu, la délimitation spatiale des finages reste délicate, les limites des *Revenue Villages* ayant été fixées plus ou moins arbitrairement. En outre, ces limites peuvent varier dans le temps, ce qui rend les comparaisons difficiles. En se référant aux définitions de P. George (1990), nous proposons schématiquement de qualifier de « communes » ces *Revenue Villages* (qui sont des circonscriptions administratives), de « villages » les *desam* (agglomérations rurales dont la population comporte une proportion importante d'agriculteurs), de « hameaux » les *kara* (formes de groupements élémentaires des habitations rurales se plaçant entre le village et l'habitation isolée), les *tarawad* étant des constructions isolées.

contemporains. La croissance de la population et la très forte pression induite sur le sol, mais aussi l'éclatement des familles traditionnelles indivises, ont notamment eu pour conséquence la densification de l'habitat (surtout dans la région littorale), par subdivision des parcelles¹⁹, suivie par une modification des bâtiments eux-mêmes (par agrandissement et/ou construction de nouveaux étages) lorsque la subdivision des parcelles n'est plus possible.

Les principaux facteurs d'intégration rural / urbain depuis les années 1960

L'implantation humaine (qui ne tient donc pas compte, de fait, des limites administratives des *Revenue Villages*), et l'habitat dispersé constituent un environnement propice aux relations et interactions entre espace rural et espace urbain, favorisées par plusieurs facteurs.

Depuis le milieu des années 1970 plus particulièrement, on assiste à un véritable « boom » de la construction (Gopikuttan, 1990). Du fait d'une offre de terres très réduite (tout l'espace étant déjà construit ou cultivé), d'une très forte demande et de la manne financière provenant des « migrants du Golfe »²⁰, le prix du foncier a été multiplié par 10 ou 20. Afin de répondre en partie à la pression sur le sol et au coût foncier, un nouveau type de construction a été développé : à la maison traditionnelle de plain-pied et toit à quatre pans succède une maison « moderne », de forme cubique, inspirée des modèles architecturaux occidentaux. Par rapport à la maison traditionnelle, cette nouvelle architecture offre plusieurs avantages : elle nécessite peu de matériaux traditionnels (comme le bois ou la pierre) qui ne peuvent être produits en quantité suffisante pour répondre à la demande²¹ et dont le prix aussi a flambé ; les maisons

19. L'éclatement des familles indivises s'est traduit par le fractionnement des exploitations et la construction d'autant de maisons que de ménages. On peut cependant remarquer que ces nouvelles maisons sont généralement bâties, quand cela est possible, sur les terres de la propriété ancestrale. La réforme agraire appliquée dans les années 1970 a également eu des conséquences indirectes, en fixant un seuil maximum pour la taille des exploitations et en accordant un droit de propriété aux Intouchables et autres « sans terre » pour le lopin sur lequel était bâtie leur maison. Ceci est également un élément d'explication de la taille très réduite des exploitations kéralaises.

20. Il existe un fort courant migratoire entre le Kérala et les pays du Golfe Persique. Une partie importante de ces migrants est composée de ruraux.

21. Pour le bois, la pénurie est notamment à mettre en relation avec le déboisement massif des régions montagneuses pour le développement des plantations, lui-même conséquence

cubiques, qui font appel à des matériaux industriels, ont un coût un peu supérieur aux constructions traditionnelles au départ, mais ces matériaux sont facilement disponibles et ce type de construction ne nécessite pas d'entretien annuel coûteux ; ces nouvelles constructions permettent en outre de répondre en partie à la pression sur le sol et au coût foncier grâce à la possibilité de multiplier les étages ; enfin (et ce n'est pas la moindre des choses), elles symbolisent la « réussite » sociale et le « modèle » occidental.

Le développement et l'amélioration du réseau routier a aussi eu des conséquences importantes. En dehors du grand axe sud-nord qui longe le littoral, de nombreuses voies secondaires transversales ont été créées ou asphaltées et permettent le transport rapide des gens et des marchandises²². Le développement de ces infrastructures, ainsi que la croissance rapide du nombre de camions, permet notamment d'acheminer au Kérala des matériaux de construction produits ailleurs, la production locale ne pouvant répondre à la forte demande (Gopikuttan, 1990).

Du fait du prix du sol, les périphéries des villes sont recherchées et l'on assiste de plus en plus fréquemment dans les zones rurales à la conversion de rizières en terrain à bâtir (Guillerme, 1997)²³. À l'intérieur même des communes, beaucoup de rues et de voies d'accès, asphaltées ou non, ont été créées pour desservir les différents hameaux et maisons. Le développement de ces voies se fait parallèlement à la densification du bâti, de telle sorte que si le développement des habitations génère la création de routes, en retour les routes suscitent de nouvelles constructions. En relation avec ce phénomène « boule de neige », c'est aussi le long des axes routiers qu'apparaissent et se développent de petits centres urbains, ce que l'on pourrait appeler comme J.-L. Racine (1981) des « bourgs en gestation » (voire de vrais bourgs), qui représentent un lien important entre les espaces ruraux et urbains. Ils se développent surtout comme des

de la forte pression sur le sol liée à la venue de migrants de la région littorale.

22. La localisation des axes routiers est cependant sous l'étroite influence de la topographie : ces routes transversales ne sont guère reliées entre elles si bien que la région des hautes terres reste encore très enclavée.

23. Les conversions de rizières, qui prennent de l'ampleur, se font cependant avant tout en d'autres cultures (principalement cocotier, bananier ou manioc) ; mais également en relation avec ce boom de la construction, on constate le développement de l'exploitation du sol des rizières pour la fabrication de briques et de tuiles. Mais il est important de préciser que le prix des terres rizicoles est actuellement beaucoup plus bas que celui des terrains à bâtir ... alors que jusque dans les années 1960, c'était le contraire.

centres de collecte et de commerce des produits agricoles locaux (qui sont ensuite acheminés vers les principales villes du littoral), mais assurent aussi l'approvisionnement des espaces ruraux en marchandises, ainsi qu'en services « rares »²⁴. Leur croissance est par ailleurs due au développement de la petite industrie et de l'industrie familiale (Ansari, 1970 ; Chattopadhyay, 1988). Or l'industrialisation en milieu rural est aussi un facteur d'intégration « ville-campagne ».

Dans l'ensemble, aucun pôle industriel de grande envergure n'a été développé au Kérala. En dehors de la pêche, qui génère une activité industrielle agro-alimentaire exclusivement implantée dans les villes littorales, les unités industrielles sont dispersées sur tout le territoire, aussi bien dans les zones urbaines que rurales ce qui, selon S. Chattopadhyay (1988), est dû au type kéralais d'implantation humaine. Ceci est également à mettre en relation avec la nature même de l'activité industrielle au Kérala, de type agro-alimentaire, qui repose essentiellement sur les produits des plantations (hévéa, cocotier, thé, café, produits forestiers, etc.)²⁵. Toutes ces industries sont en fait localisées à proximité des lieux de production, lesquels couvrent tout le territoire, ce qui explique leur diffusion dans les campagnes.

Très souvent, l'exode rural est présenté comme un facteur d'intégration ville-campagne, car il favorise les brassages de population et donc l'interpénétration des cultures rurales et urbaines (Charrier, 1988). Il est également perçu comme un élément important de la croissance urbaine : les villes « attirent » les ruraux par les opportunités d'emploi, le niveau de vie, d'éducation, l'accès à différents services. Dans le cas de l'Inde, on invoque des problèmes économiques graves poussant les gens à quitter la campagne pour la ville (les ruraux pauvres devenant des urbains pauvres), ou à quitter une petite ville pour une plus grande (Polèse, Wolfe, 1995). Mais comme le souligne S. Chattopadhyay (1988), il faut considérer que c'est « l'intensité de ce qui manque aux gens » qui les pousse ou non à quitter le milieu rural. Or on trouve au Kérala, comme ailleurs en Inde (Racine, 1994), non seulement des migrations depuis les zones rurales vers les villes, mais aussi des migrations entre différentes

24. Pour ne citer qu'un exemple, tel était le cas du téléphone (très rare dans les campagnes voici seulement quelques années, il se « démocratise » depuis peu à très vive allure).

25. En 1988, ces productions étaient à l'origine de l'activité de 45 % des établissements industriels du Kérala, qui employaient 65 % de la main-d'oeuvre industrielle totale de l'État (S. Chattopadhyay, 1988).

zones rurales, ainsi qu'une forte proportion de migrations depuis une zone urbaine vers une zone rurale (habitants de la région littorale qui gagnent les montagnes, attirés notamment par l'économie de plantation)²⁶.

La situation particulière du Kérala en matière de relations entre milieu rural et agglomérations urbaines est également liée à la diversification et à la diffusion des équipements. Parmi ceux-ci citons l'électrification généralisée des campagnes (qui a d'ailleurs facilité l'implantation des industries) ainsi que la multiplication des établissements de santé, d'éducation et autres : toutes les communes du Kérala ont des écoles, des dispensaires, mais aussi des commerces variés, des bureaux administratifs, et sont desservies plus ou moins efficacement par des moyens de transports variés (bus, minibus, taxi, *rickshaw*, ... quand les villageois ne possèdent pas eux-mêmes un vélo, un scooter, une moto, voire même de plus en plus souvent une automobile).

Grâce à un réseau routier bien développé et à une bonne accessibilité, les ruraux peuvent facilement se rendre en ville. En outre, du fait de la rareté et du prix très élevé de la terre et des constructions, déménager coûte cher : les familles évitent donc tout transfert de résidence. Aussi beaucoup de Kéralais préfèrent-ils continuer à vivre dans leurs villages et venir travailler quotidiennement en ville. Les migrations quotidiennes sont donc fréquentes, surtout parmi les fonctionnaires.

Enfin, il faut souligner le rôle essentiel de l'éducation. Le taux d'alphabétisation au Kérala est le plus élevé de l'Inde (90,6 % au Kérala en 1991, 58,8 % en Inde) et celui des campagnes kéralaises est peu différent de celui des villes : 92,2 % en milieu urbain et 88,9 % en milieu rural, ce qui est un record pour l'Inde (où une nette différence existe entre milieu rural et urbain également en matière d'éducation : taux d'alphabétisation de 73 % en milieu urbain ... et de 44,5 % en milieu rural, au recensement de 1991).

Ceci, associé à la diffusion de la télévision dans les campagnes kéralaises, à la généralisation de la radio, à celle plus importante encore

26. Pour J.H. Ansari (1970), au Kérala comme dans le reste de l'Inde en général, c'est l'afflux de ruraux qui fait gonfler les villes. Mais se basant sur l'exemple des plus grandes villes de l'État (qui sont aussi les plus attractives), S. Chattopadhyay (1988) montre au contraire que la croissance urbaine résulte avant tout du croît naturel : entre 1961 et 1971, la croissance de ces villes n'est due que pour 33 % aux migrations intérieures (les 2/3 de ces migrants venant du milieu rural). Il note d'ailleurs que plus la distance qui sépare les gens d'une grande ville est importante, plus le nombre de migrants ruraux est faible.

de journaux édités en langue locale (le malayalam), ainsi qu'à la conscience politique développée parmi la population et à l'influence de l'argent et des valeurs des « migrants du Golfe », est aussi à l'origine de mutations au sein même de la société, y compris dans les campagnes. D'importants changements de valeurs se sont opérés, depuis les années 1960-70 plus particulièrement, qui ont pénétré la société villageoise de façon profonde. Avec l'apparition de la société de consommation s'est aussi développé un certain esprit de compétition matérielle, et si certains parmi les hautes castes se glorifient encore de leur statut passé, beaucoup parmi eux ne voient désormais plus le métier d'agriculteur avec autant de considération que par le passé²⁷.

Pour J.-B. Charrier (1988), malgré la diversité des situations rencontrées, il existe dans les pays dits du tiers monde une dualité entre ville et campagne, accentuée par différents facteurs tels que la pauvreté, l'analphabétisme rural, la médiocrité des communications internes et l'insuffisante diffusion du phénomène urbain, qui limitent l'effet d'entraînement des économies et des cultures citadines sur les campagnes. Ce schéma ne semble pas se retrouver au Kérala, qui occupe une place « unique » dans l'histoire du développement de l'Union Indienne, malgré sa densité de population élevée. En effet, si on ne peut nier l'existence de contrastes, il est difficile d'individualiser clairement espace rural et espace urbain du fait de l'habitat dispersé et de parler de dualisme. Ici, les relations se traduisent plus en termes de complémentarité que d'opposition : espace rural et espace urbain ne s'ignorent pas, ils sont un prolongement l'un de l'autre. Le développement de l'éducation dans le milieu rural a lui-même contribué à une certaine uniformisation sociale, et les disparités économiques et culturelles sont moins prononcées. Enfin, du fait de la pluri-activité d'une grande partie de la population, la composante « agricole » apparaît au Kérala moins marquée à la campagne et plus prononcée à la ville qu'ailleurs en Inde.

27. Autrefois, posséder des terres était une marque de prestige et une source de richesse, l'agriculture était considérée comme un très bon métier. Actuellement la plupart des exploitants de haute caste ne veulent pas que leurs fils leur succèdent et préfèrent que leurs filles ne se marient pas avec un agriculteur. Par contre, les basses castes qui n'avaient jamais possédé de terres auparavant, cherchent à devenir exploitants agricoles pour améliorer leur statut social. Ainsi, comme le précise J. Mencher (1995), l'attitude envers la terre varie beaucoup selon la caste, la classe, la communauté, ainsi que selon les régions.

Le continuum rural-urbain qui s'est constitué dans la région littorale, incluant les agglomérations de Kochi, Thiruvananthapuram et Kozhikode, est la transcription spatiale d'une dynamique très ancienne dans laquelle, pour reprendre l'expression de S. Chattopadhyay, (1988), « la démarcation entre village et ville, entre village et village, et entre ville et ville, tient plus de l'imaginaire que de la réalité ». Pourtant, les difficultés de gestion et d'aménagement futures de ce continuum, en relation avec l'augmentation de la population, sont bien réelles.

Si le pari social du Kérala a été gagné aussi bien en ville qu'à la campagne, l'État, qui n'a pas encore résolu ses problèmes économiques, va désormais devoir affronter le « pari de l'environnement ». Celui-ci se pose de façon accrue sur tout le territoire, tant en milieu urbain que rural, avec la multiplication des problèmes : difficultés d'approvisionnement en eau potable ou en électricité tout au long de l'année, explosion du trafic routier et des nuisances atmosphériques qu'il engendre, amoncellement des déchets, pollution des nappes phréatiques, ou encore érosion des sols. Comment l'État fera-t-il face à ces nouveaux enjeux ?

Sélection bibliographique

- ANSARI J.H., 1970 - « A study of settlement patterns in Kerala », in *Ekistics*, vol.30, n°180, pp.427-435.
- ASSAYAG J., 1983 - « Espaces, lieux, limites. La stratification spatiale du village en Inde du Sud (Karnataka) », in *RES*, 5. Spring, pp. 85-104.
- CHARRIER J.B., 1988 - *Villes et campagnes*, Paris, Masson, coll. U. (Géographie), 208 p.
- CHATTOPADHYAY S., 1988 - « Urbanization in Kerala », in *Geographical Review of India*, vol. 50, n°2, pp. 8-25.
- GEORGE P. , 1990 - *Dictionnaire de la Géographie*, Paris, PUF, 510 p.
- GOPIKUTTAN G., 1990 - « House construction boom in Kerala. Impact on economy and society », in *Economic and Political Weekly*, vol.25, n°37, pp. 2083-2088.
- GOVERNMENT OF INDIA, 1993 - *Census of India, 1991, Final population totals : brief analysis of primary census abstract, paper 2 of 1992*, New Delhi, 337p.

- GOVERNMENT OF KERALA, 1991 - *Paper 3 of 1991, Kerala : Final Population Total*, Trivandrum, Directorate of Census Operations, 185 p.
- GUILLERME S., 1997 - « Une riziculture en crise : problèmes de conversions de rizières au Kérala (Inde du sud) », in *Pratiques de gestion de l'environnement dans les pays tropicaux*, Talence, DYMSET, CRET, (Espaces Tropicaux n°15), pp.189-201.
- INDIAN COUNCIL OF AGRICULTURAL RESEARCH, 1961 - *Farmers of India, vol.II*. New Delhi.
- KERALA STATE LAND USE BOARD, 1995 - *Land resources of Kerala State*, Trivandrum, Government of Kerala, 290 p.
- MENCHER J. P., 1995 - *The village over time : Kerala*, paper presented for the « International workshop on The village in Asia revisited », Trivandrum : January 26-28, 1995, unpublished, 28 p.
- MINISTRY OF INFORMATION AND BROADCASTING, 1998 - *India, 1998, a reference annual*, New Delhi, Government of India, 951 p.
- NAGAM AIYA V., 1906 - *The Travancore State Manual, vol.III*. New Delhi, Asian Educational Services, rééd. 1989, 648 p.
- RACINE J.-L., 1981 - « Bourgs et petites villes en Inde du Sud : de l'usage critique des Recensements en géographie urbaine. L'exemple du District tamoul du South Arcot et du Territoire de Pondichéry », in *Problèmes de croissance urbaine dans le monde tropical*, Bordeaux, CEGET, Travaux et Documents de Géographie Tropicale, n°45, pp. 61-87.
- RACINE J.-L. (éd.), 1994 - *Les attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud*, Paris, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, 400 p.
- SREEKUMAR T.T., 1993 - *Urban process in Kerala*, Trivandrum, Centre for Development Studies, Occasional paper series, 86 p.
- TARABOUT G., 1985 - *Sacrifier et donner à voir. Une approche anthropologique du spectacle dans les fêtes du Kérala (Inde du Sud)*, Paris, Thèse de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 691 p.